

Direction des Services Techniques  
GB/DC/HC/JFT/AB

## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° ST 159-2024

### Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public Chemin des Marguerites

#### Le Maire de la Commune du Lavandou

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Route et notamment ses articles L.325-1 et R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417.4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie),

**Vu** la Loi N° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi N° 82-623 du 22 Juillet 1982 et par la Loi N° 83-8 du 7 Janvier 1983,

**Vu** le PC N° 08307019H0026 délivré le 08 juillet 2019,

**Vu** l'arrêté municipal N°2020217 du 08/07/2020 portant délégation de fonction et de signature à M. Denis CAVATORE,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 2023-155 du 18 décembre 2023 fixant les tarifs communaux applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024,

**Vu** la demande en date du 19/03/2024 par laquelle **la société PIERSANTI – 810 Chemin des Berles – 83230 BORMES LES MIMOSAS**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal sis Chemin des Marguerites,

**Considérant** que la construction d'un ensemble immobilier dénommé « Les Ecrins » situé Chemin des Marguerites, nécessite le rétrécissement de la chaussée pendant la phase de terrassement et construction du mur du garage en limite de propriété, occasionnant des restrictions à la circulation,

#### ARRETE

**Article 1 :** Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public communal, comme énoncé dans sa demande, **Chemin des Marguerites, pour création d'une bande de sécurité, sur 7 m<sup>2</sup>.**

**Article 2 :** Cette autorisation est délivrée pour la période du **Vendredi 22 mars 2024 au Vendredi 12 avril 2024.**

**Article 3 :** Le bénéficiaire devra signaler son chantier, conformément à l'instruction interministérielle sur la circulation routière (Livre I – 8<sup>ème</sup> partie). Elle sera mise et maintenue en place par le bénéficiaire, qui sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

**Article 4 :** Le bénéficiaire devra mettre en place un régime de priorité « montant ou descendant » conformément à la signalisation en vigueur et notamment à l'aide du panneau R16.

**Article 5 :** A l'expiration de l'autorisation ou en cas de révocation, le permissionnaire est tenu de libérer la voie publique et de restituer l'emplacement dans son état d'origine.

**Article 6 :** Les usagers de la voirie sont tenus de respecter la signalisation provisoire mise en place.

**Article 7 :** Le pétitionnaire acquittera dans la caisse du receveur municipal, la redevance fixée pour l'année en cours à **1.45 € le m<sup>2</sup> par jour d'occupation.**

**Article 8 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon sis 5, rue Racine - 83000 TOULON – dans les 2 mois à compter de sa date de notification et de publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :** Messieurs Le Directeur Général des Services, Le Directeur des Services Techniques, Le Chef de la Police Municipale, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-Les-Mimosas, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à la société PIERSANTI.

Fait au Lavandou, le 19 mars 2024

Pour Le Maire  
Denis Cavatore – Adjoint aux Travaux



*Le Maire,*

*- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*

*- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de la présente notification*

*Notification faite à la société PIERSANTI par mail*

*En date du .....*

*Publié le .....*